



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Villes et Territoires Occitanie - Mise en place d'une démarche évaluative expérimentale - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a pris la pleine et entière compétence en matière de politique de la Ville aux côtés d'autres compétences telles que le développement économique, traduisant ainsi la volonté d'œuvrer à la cohésion sociale du territoire et à l'égalité des chances.

Une attention particulière est portée sur le pilier « *développement de l'activité économique et de l'emploi* » du contrat de ville 2015 - 2022. Ce dernier se structure à travers la mise en place du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) qui est un dispositif local, partenarial et innovant dont l'enjeu vise à favoriser l'emploi et l'insertion des habitants des quartiers politique de la ville de Montpellier.

Au même titre que l'élaboration et la mise en œuvre, l'évaluation des contrats de ville fait partie intégrante de la démarche projet et de la politique de la ville. Celle-ci est d'ailleurs inscrite dans la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

A l'échelle locale, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires, ont mis en place une démarche visant à évaluer à mi-parcours le contrat de ville. Ainsi, un travail partenarial et participatif important a été mené en 2018-2019, autour de rencontres, de débats, qui ont abouti à des recommandations. Ces recommandations ont contribué à ajuster le cadre stratégique et opérationnel à travers un nouvel avenant, dit protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR). Aussi, une évaluation finale sera conduite avant l'échéance de la fin du contrat de ville en 2022 pour tirer les conclusions du fonctionnement et des résultats du contrat de ville.

Dans la suite logique de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier et de ce qu'elle a généré comme questionnements, réflexions, débats et pistes de travail en particulier sur le pilier développement économique et emploi, il est proposé d'engager une dynamique partenariale visant à bâtir un dispositif de suivi et d'évaluation partagé d'actions structurantes sur le champ de l'emploi et de l'entrepreneuriat à Montpellier.

Créé en 2012, Villes et Territoires Occitanie est le centre ressources régional dédié à la politique de la ville et la cohésion territoriale. Il a pour objet principal d'informer, d'outiller et de mettre en réseau sur les questions de cohésion sociale et territoriale. Il investit également le champ de l'observation et l'évaluation en organisant, notamment, dès 2017 des temps d'échanges sur l'évaluation des contrats de ville à mi-parcours.

De par son expertise sur les questions évaluatives, Villes et Territoires Occitanie (centre ressources régional) conduira cette démarche évaluative expérimentale sur Montpellier dans une logique de co-construction en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et les principales institutions signataires du contrat de ville, les opérateurs notamment de la création d'entreprises et leurs bénéficiaires.

Villes et Territoires propose que l'action poursuive les objectifs suivants :

- mesurer les effets sur les bénéficiaires d'actions structurantes mises en œuvre dans le domaine du développement économique et de l'emploi du contrat de ville,
- produire une méthodologie partenariale et des outils qui soient potentiellement déployables sur d'autres actions ou programmes d'actions du contrat de ville et de politique publique de droit commun (modélisation de la démarche évaluative et essaimage de bonnes pratiques),
- partager et diffuser l'ensemble de la démarche évaluative expérimentale à l'échelle régionale dans une logique de pratique inspirante,

Cette démarche mobilisera les partenaires suivants :

- l'ensemble des institutions membres du comité technique Podem : Etat, Conseil Régional Occitanie Pyrénées Méditerranée, Conseil Départemental de l'Hérault, Caf de l'Hérault, Ville, CCAS, Bpi France Création, CCI, CMA...) et acteurs concernés (notamment associations de proximité) ;
- les opérateurs et bénéficiaires de l'action ou programme d'accompagnement vers l'entrepreneuriat et/ou vers l'emploi retenu pour la démarche évaluative.

Une convention d'attribution de subvention fixera les modalités de partenariat et de suivi ainsi que de versement de la subvention d'un montant de 15 000 € à Ville et Territoires Occitanie, qui portera l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation d'une subvention de 15 000 €, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149736-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION TYPE-UEI déc 2020 .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.